

De l'indignation sélective au Maghreb

lundi 9 janvier 2017, par [BESSIS Sophie](#) (Date de rédaction antérieure : 1er janvier 2017).

Si la gauche tunisienne qualifie le meurtre du militant islamiste Mohamed Zouari de « martyr », pourquoi garde-t-elle le silence devant la répression en Syrie ?

Le 15 décembre, un citoyen tunisien du nom de Mohamed Zouari a été assassiné par balles à Sfax, devant son domicile. Selon des sources journalistiques israéliennes, ce meurtre accompli par des professionnels porte probablement la signature du Mossad. Mohamed Zouari était un brillant ingénieur aéronautique.

Militant islamiste, il s'était exilé et est rentré en Tunisie en 2011 - après un séjour de quelques années en Syrie - à la faveur de l'amnistie générale ayant suivi la révolution. Il semble avoir été l'un des dirigeants des Brigades Ezzedine al-Qassam, branche armée du Hamas palestinien. Dès l'annonce de l'assassinat, le Hamas a d'ailleurs confirmé l'appartenance de Mohamed Zouari à son mouvement.

Que cet assassinat doive être condamné est évident, et si la piste du Mossad est confirmée, cela démontrerait une fois de plus que la droite au pouvoir depuis des années en Israël continue de mépriser toutes les règles du droit international, par la pratique d'une colonisation à outrance comme par celle des assassinats ciblés, dont cet Etat est un précurseur, tuant en toute impunité à travers la planète ceux qu'il considère comme ses ennemis.

Des inconnues demeurent cependant, à l'heure actuelle, sur les commanditaires d'un crime qui est loin d'avoir livré tous ses secrets tant la victime demeure mystérieuse.

La majorité de la société civile tunisienne a dénoncé l'assassinat, de même que tous les partis politiques se réclamant de la gauche et les associations de l'immigration tunisienne en France, n'hésitant pas à qualifier Mohamed Zouari de martyr de la cause palestinienne.

Ce qui dérange dans cet unanimité n'est pas la prompte dénonciation des artisans supposés d'un meurtre dont on ne connaît pas encore tous les ressorts, mais sa mise en rapport avec le silence assourdissant des mêmes organisations devant la boucherie d'Alep, hormis quelques intellectuels désespérément minoritaires.

Depuis des mois, alors que les civils syriens sont massacrés sans relâche par le régime de Bachar al-Assad aidé par l'aviation russe et l'Iran, qui a recruté pour ce faire les milices du Hezbollah libanais ainsi que des supplétifs chiites irakiens et afghans, ce qui tient lieu de gauche tunisienne se tait, à l'instar de celles des autres pays du Maghreb.

Pire, certains de ses représentants n'ont pas hésité au cours des dernières années à prendre publiquement position pour le régime de Damas et son allié russe, arguant qu'ils n'ont en face d'eux en Syrie que des mouvements jihadistes qu'il convient d'éradiquer par tous les moyens, y compris les plus abominables.

Les victimes d'Alep ne méritent pas à leurs yeux le statut de « martyr » solennellement conféré à Mohamed Zouari. Dans ce cas, qu'ils s'expliquent.

Que vaut l'indignation, si justifiée soit-elle, devant le meurtre de ce dernier, face au silence sur les massacres de masse en Syrie ?

Pourquoi soutient-on le boucher de Damas au prétexte de sa lutte contre l'islamisme radical et

oublie-t-on que l'ingénieur sfaxien a mis ses talents au service d'un mouvement qui impose sa loi islamiste à la population déjà si éprouvée de Gaza ?

Pourquoi ces hérauts de la laïcité à la syrienne occultent-ils le fait que les principaux soutiens régionaux de Bachar al-Assad sont la République islamique iranienne et le Hezbollah - « parti de Dieu », comme son nom l'indique - libanais ?

A continuer de pratiquer l'indignation sélective, de s'émouvoir exclusivement des crimes commis par Israël en restant indifférents aux autres tragédies qui ensanglantent le monde arabe, ceux qui - au Maghreb - se réclament à grands cris de la démocratie et de la modernité commettent une double faute.

- Morale d'abord, en se taisant devant l'ignominie syrienne qui foule aux pieds tous leurs principes affichés.

- Politique ensuite, dans la mesure où leur juste défense de la cause palestinienne relève plus de la solidarité identitaire que de l'adhésion universelle au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et au principe de liberté. Ils n'ont hélas pas compris qu'à se complaire dans ce double standard, ils tuent l'idée même d'humanité dont ils se croient les défenseurs.

P.-S.

http://www.liberation.fr/debats/2017/01/01/de-l-indignation-selective-au-maghreb_1538490